

## 16 Oyem-Bitam

# Oyem/Éducation/Projet d'appui à la production des statistiques basiques et à l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation au Gabon

## Plusieurs écoles visitées par les experts en "Sige"

PME  
Oyem/Gabon

DANS le cadre de la mise en œuvre du projet "Appui à la production des statistiques basiques et à l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation" au Gabon, une mission d'experts en Système d'information pour la gestion de l'éducation (Sige) a sillonné, dernièrement, l'ensemble du pays. Cette enquête était organisée par le gouvernement avec l'appui technique de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), le Fonds des nations unies pour l'enfance (Unicef), le Fonds des nations unies pour la population (UNFPA), l'Agence française de développement (AFD) et la Banque mondiale (BM). L'Unesco a été choisi comme agent administratif et fiduciaire du projet, afin de garantir la qualité des données collec-



Patrick Allogho Ebang, expert «Rive» de l'Unesco, a conduit la mission dans le Woleu-Ntem.

tées, ainsi que la cohérence avec les cibles. Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette mission sont, entre autres, évaluer les formations des agents recenseurs ; évaluer les ressources matérielles mises à disposition des agents recenseurs ; évaluer la mise en œuvre pratique de l'enregistrement informatique des fiches de dénombrement ; stabiliser

l'application " StatEduc 2 " par les experts, rédiger le rapport de mission de chaque province, etc. Dans le Woleu-Ntem, notamment à Oyem, cette mission était coordonnée par Patrick Allogho Ebang, personnel d'appui administratif et technique au projet Unesco. Il avait à sa disposition 14 agents recenseurs. L'expert " Sige " a soumis à ceux-ci un ques-



Parmi les établissements visités, l'école provinciale d'Oyem (Epo).

tionnaire d'évaluation des formations. Il a aussi pu observer la méthodologie et donner une appréciation de la cohérence entre les données enregistrées sur les tablettes et celles de la fiche de dénombrement. Selon M. Allogho Ebang, cette mission est statutaire et conforme au programme des activités de suivi-évaluation du ministère de l'Éducation nationale. Elle

est diligentée par le gouvernement en partenariat avec les organismes onusiens, dans le but de combler le déficit des statistiques en éducation, qui se pose avec acuité au Gabon. En effet, selon les experts, " les états généraux de l'éducation tenus en 2010 et les recommandations issues de ces travaux ont été générées sur la base des données

statistiques incomplètes provenant de l'annuaire statistique de 2008 de la direction générale de la statistique (DGS) du ministère de l'Économie ". Ce déficit des statistiques affecte, à ce jour, tous les sous-secteurs de l'éducation, en l'occurrence le préscolaire, le pré-primaire, l'enseignement primaire et secondaire, l'enseignement technique et professionnel, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur, l'alphabétisation, la formation des adultes et l'éducation populaire. C'est dans cet objectif que le gouvernement pense que " la planification de l'investissement dans le système éducatif doit faire l'objet de devis, aussi exacts que possibles, afin de permettre aux autorités de prendre des décisions analysées. L'actualisation, mais aussi la qualité des données basiques en éducation idoines ", a tenu à préciser l'expert Sige.

## Bitam/Visite du Fonds monétaire international (FMI)...

### Les Bitamois édifiés sur les dernières perspectives économiques à fin avril 2019

SSB  
Bitam/Gabon

LE représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) au Gabon, Marcos Poplawsky Ribiero, a organisé, du 25 au 27 juillet dernier, à l'hôtel Benedicta de Bitam, en partenariat avec la mairie de cette commune, une conférence autour des dernières perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne à fin avril 2019. Au cours de cette commu-

nication, les participants (responsables administratifs, auxiliaires de commandement, populations, etc.) ont eu droit à trois exposés : la reprise dans un contexte de grande incertitude, les conséquences économiques des conflits, et le libre-échange pourra-t-il changer la donne en Afrique ? Des exposés qui ont été faits tour à tour par le représentant résident et Justine Judith Lekogo, économiste locale du département Afrique. Par la suite, Marcos Po-



plawsky Ribiero a visité quelques sites agricoles du département du Ntem, précisément la société Olam Rubber, les exploitations agricoles du maire actuel de la commune et de l'ancien édile Gabriel Ango Obiang, qui pratique également l'élevage.

Une vue de l'assistance pendant la conférence.

## ... et tournée du sous-préfet du district de Bikondom/État de santé du chef de l'État

### La mise en garde du sous-préfet à l'endroit des auteurs de diffamation

SSB  
Bitam/Gabon

LE préfet du district de Bikondom, Dagobert Essono Nguéma, vient de parcourir l'unité administrative dont il a la charge, pour deux principaux mobiles : communiquer sur l'état de santé du président de la République, Ali Bongo Ondimba, et appeler les non Gabonais à vivre en harmonie avec les populations locales et à respecter les lois en vigueur au Gabon, leur pays d'accueil. À chaque étape de cette tournée qui l'a conduit dans tous les regroupements des villages du district de Bikondom, Dagobert Essono Nguéma a tenu à dire aux populations que le chef de l'État, en tant

que personne physique, est tombé malade. Il s'est fait soigner et aujourd'hui, il a repris du service. "Malheureusement, il est déplorables de constater que beaucoup de compatriotes continuent de diffamer le nom du chef de l'État en (...) relayant des fake news", a-t-il regretté. En tant que première autorité administrative du district, M. Essono a alors tenu à adresser une sévère mise en garde à tous ceux qui continuent de diffamer la première institution du pays et celui qui l'incarne, en leur promettant de sévir avec la dernière énergie à leur rencontre. "Car le président Ali Bongo Ondimba est vivant, il est conscient et il travaille", a-t-il insisté. Le sous-préfet a également mis cette tournée à profit pour demander



à tous ses administrés de se mobiliser pour la prochaine fête de l'indépendance, le 17 août. Cet événement, a-t-il déclaré, doit connaître un grand succès sur le plan organisationnel. Aux non -Gabonais, il leur a recommandé de vivre en harmonie avec les populations locales et de respecter les lois en vigueur au Gabon, leur pays d'accueil.

Dagobert Essono Nguéma : «Il est regrettable de constater que beaucoup de compatriotes continuent de diffamer le nom du chef de l'Etat».